

## Machinisme agricole solidaire avec le Bénin



Une partie de la délégation béninoise au côté d'Ivan Alquier, président départemental et régional des Cuma.  
(Photo Nicolas le lièvre)

La Fédération régionale des Cuma (Coopératives d'utilisation du matériel agricole) a tissé depuis plusieurs années des liens très fructueux avec le Bénin. À la suite de rencontres avec les Cuma de Dordogne, les premières coopératives du même genre sont apparues en 1997 dans ce pays, dont les besoins en matériel agricole sont immenses. Aujourd'hui encore, seulement 15 à 20 % des terres arables y sont exploitées, à 80 % cultivées à la main (avec la houe ou l'adaba, outil local), 19 % avec la traction animale, et 1 % seulement à base de traction mécanique. Douze ans après, environ 105 Cuma sont désormais équipées, et le mouvement est tel qu'une Union nationale des Cuma y a été créée. Ses représentants étaient ces jours-ci en visite dans les Landes. Hier, ils ont été reçus à la Cuma de Mazerolles pour rencontrer les agriculteurs locaux. Car se grouper pour acquérir en commun tracteur, charrue, semoir ou remorque, avec un fonctionnement sur le mode coopératif, les Landais connaissent le mode d'emploi. C'est d'ailleurs après ces échanges sur le fonctionnement des groupes et le financement des projets que le mouvement a pu se développer en Afrique.

### **L'État a donné 161 700 euros**

Un coup de pouce est aussi venu de l'État français, grâce au ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire. Anne Mayaud, représentante du ministère, était présente hier à Mazerolles. « Il s'agit d'un projet de développement solidaire et de migration, dit-elle. L'État a investi 161 700 euros pour la formation, l'accompagnement du réseau et des agriculteurs locaux, et pour l'investissement. Une convention a été signée pour les années 2009 et 2010, prévoyant notamment la construction au Bénin d'un centre de machinisme, afin de garantir la maintenance du matériel et donc sa pérennité. Nous espérons un effet levier avec d'autres financeurs, l'enseignement agricole français et béninois et les collectivités territoriales. » Le projet a aussi été appuyé par Jean-Joël

Dadé, migrant béninois et agent de la BPSO (Banque populaire du Sud-Ouest), qui s'est occupé des outils de gestion, du lobbying régional et a même créé un site Internet dédié (1). Sur place, l'État béninois a investi 10 milliards d'euros pour l'acquisition du matériel, les Cuma locales pouvant le toucher à moitié prix. Mais les taux d'intérêt sont encore très élevés (25 %). Le Bénin voudrait quand même profiter de son potentiel (1 200 mm de précipitations annuelles, deux récoltes par an dans le Sud du pays) pour développer les cultures vivrières. Le maïs (la consommation humaine est de 60 à 70 kg par an) et le riz y sont produits et distribués sur place, à petite échelle. Pour Yvan Alquier, président départemental et régional des Cuma, « reste encore à mettre en place la collecte et la distribution des produits, qui comme chez nous peut très bien passer par l'outil coopératif. »

(1) [www.cumabenin.com](http://www.cumabenin.com)

**Auteur : Jean-Louis hugon**  
[jl.hugon@sudouest.com](mailto:jl.hugon@sudouest.com)